

Pour les retraites, l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics :

Les socialistes avec les salariés, le gouvernement avec les grandes fortunes

Le cortège socialiste dans la manifestation du 24 juin



Eric Woerth et Nicolas Sarkozy, lors d'une réunion des donateurs de l'UMP à l'hôtel Bristol, en 2009

N°578
DU 3 AU 9 JUILLET
1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52 - Fax : 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat (77 92) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00)
• MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé •
N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communication, tiré à 25 200 exemplaires

L'AGENDA

3 juillet

► **Rénovation**

Convention nationale au Carrousel du Louvre.

5 juillet

► **Rencontres Retraite**

Marisol Touraine, Alain Vidalies et Jean-Marc Ayrault seront à Nantes pour défendre les propositions du parti.

17 juillet

► **Culture**

30^e Rencontres d'Avignon organisées par le Secrétariat national à la culture et la FNESR de 9h30 à 18h.

27/28/29 août

► **Rentrée**

Universités d'été de la Rochelle 2010.



Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



L'info en continu

Marisol Touraine, 25/06/10

Déserts médicaux

« La lutte contre les déserts médicaux réclame une politique ambitieuse et du courage, des mesures de régulation responsables et structurantes. En renonçant à faire appliquer la loi qu'il a lui même fait voter en ne présentant pas un nouveau projet destiné à lutter contre les déserts médicaux, le gouvernement renonce à prendre la mesure des inégalités grandissantes d'accès aux soins dans notre pays. Il engage ainsi sa responsabilité face aux Français qui depuis cinq ans voient leurs dépenses de santé s'envoler et assistent à la mise en place, avec le soutien du gouvernement, d'une médecine à deux vitesses ».

Alain Vidalies, 25/06/10

Emploi

« Pour le mois de mai 2010, on dénombre une nouvelle augmentation de 22 600 demandeurs d'emploi pour la seule catégorie A. Alors que le président de la République annonçait le 25 janvier que le chômage allait diminuer dans les semaines à venir, nous en sommes, depuis le début de l'année, à une augmentation de 93 700 demandeurs d'emploi. La persistance de cette augmentation montre que la France reste ancrée dans la crise et que la politique du gouvernement de relance de l'économie est un échec. Il est temps d'agir avec de véritables mesures qui permettent de relancer la consommation, d'aider les PME victimes de l'étranglement du crédit et de soutenir les collectivités locales dans leurs efforts ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

150

Cela fait 150 jours qu'Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, journalistes de France Télévision, sont retenus en otages en Afghanistan. Le Parti socialiste tient à exprimer sa solidarité et son soutien aux deux journalistes, à leurs familles, à leurs proches et à toute la profession. Il appelle à leur libération rapide et inconditionnelle. « Pour informer les Français, ils sont allés sur le terrain et ils l'ont fait avec professionnalisme et responsabilité, et cela est essentiel en démocratie » a déclaré le Bureau national du PS.

RETRAITES

Pourquoi ils ont manifesté

Le PS était présent dans les cortèges du 24 juin pour défendre une réforme juste des retraites. Témoignages recueillis au cœur de la manifestation parisienne

Marie-Josée, 58 ans, militante, XIII^e arrondissement

« Aberrant »

« Ce n'est plus possible. Si on laisse passer cette réforme là après c'est la porte ouverte à tout. Je suis fonctionnaire de l'Éducation nationale, j'ai 58 ans. En 2003, je me suis pris Fillon, j'ai perdu les 37,5 annuités pour passer à 40. Avec cette réforme Woerth, je bascule à 62 ans alors que j'aurais eu toutes mes annuités pour mes 60 ans. Je vais travailler deux ans de plus pour rien. C'est aussi la double peine pour moi car étant fonctionnaire, je vais voir mes cotisations augmenter, ce qui reviendra à ponctionner mon salaire et à faire baisser mon pouvoir d'achat. On demande aux plus anciens de continuer à travailler alors que le chômage augmente. C'est aberrant. Quand on rentre dans les détails de cette réforme, on se rend compte qu'on se fait bien avoir ».

Henri, 60 ans, militant, XIII^e arrondissement

« Retraite minorée »

« J'ai 60 ans, logiquement je pourrais partir aujourd'hui à la retraite. Mais pour l'avoir à taux plein, je dois prolonger encore de cinq ans. J'ai dû encaisser la réforme Balladur de 1993, celle de Fillon en 2003 m'a scié avec son allongement de la durée de cotisation. J'ai eu des problèmes de santé assez sérieux, alors c'est sûr, je ne vais pas continuer jusqu'à 65 ans, je vais m'arrêter avant. C'est le but aussi de ce genre de réforme, faire partir les gens avec une retraite minorée,

comme ça l'État sort moins d'argent. J'ai deux enfants qui ont déjà intégré qu'ils n'auront pas de retraite, ils sont étudiants et commencent déjà à mettre de l'argent de côté. Je suis vachement inquiet car tout cela n'a pas de sens ».

Victor, 26 ans, sympathisant XX^e arrondissement

« D'autres solutions »

« C'est injuste de travailler jusqu'à 62 ans car cette mesure va d'abord toucher les salariés les plus en difficulté. En plus, ce n'est pas logique quand on regarde les chiffres du chômage des jeunes. Dans la réforme du gouvernement, la pénibilité n'est pas prise en compte, c'est pourtant une donnée importante surtout quand on arrive à 62 ans ! Je pense qu'il y avait d'autres solutions, on pouvait trouver d'autres ressources, comme taxer les stock options. En tant que jeune, j'ai aussi l'impression de me faire voler mon Fonds de réserve pour les retraites. Alors qu'il avait été créé pour anticiper les coups durs, ils vont piocher allègrement dedans. C'est bien simple, pour être sûr d'avoir une retraite, je mets de l'argent de côté tous les mois. J'ai seulement 26 ans et je pense déjà à ma retraite et je m'inquiète déjà pour ma retraite ! »

Cécile, 40 ans, militante section Léon Blum (XI^e arrondissement)

« Une retraite au cas par cas »

« Je suis née en 1970, je suis graphiste free-lance et j'ai toujours connu des situations de

travail précaire. Enchaînements de CDD, de stages de formation et de périodes de chômage. En ce moment, j'ai deux heures de cours à donner aux Arts déco... Ma retraite, je ne vais même pas pouvoir la prendre à 62 ans, ni même à 67 ans je crois que, pour bien faire, il faudrait que je la prenne à 75 ans ! Mon père était photographe. Il a pu partir à la retraite à 60 ans, avec 42 années de cotisation, après une période de cessation provisoire d'activité, c'était la belle époque. Une réforme juste des retraites serait une réforme qui réglerait le problème de chacun au cas par cas. Il y a des dossiers compliqués, comme le mien, où les gens ont cumulé plusieurs petits boulots et ont cotisé dans différentes caisses de retraites. Ce serait aussi une réforme dans laquelle on n'aurait pas peur de parler de justice sociale et de pénibilité du travail ».



Les socialistes à l'offensive

En direct de l'Assemblée

La semaine dernière, les députés socialistes déploraient le dérapage verbal d'Éric Woerth après une question, basée sur des faits, posée par Dominique Raimbourg au sujet de l'affaire Bettencourt. Cette semaine, ils ont refusé de laisser retomber l'affaire pour obtenir enfin des réponses aux questions qui se posent logiquement en démocratie. « Notre approche n'est pas dans l'invective, a commenté Jean-Marc Ayrault, mais dans l'exigence de vérité. Il n'y a pas de méchanceté personnelle à faire notre devoir ». Trois questions ont été consacrées à l'affaire Woerth/Bettencourt. Olivier Dussopt a ainsi demandé « Pourquoi un contrôle fiscal de Liliane Bettencourt n'était-il pas envisageable par Éric Woerth ministre du Budget en janvier 2009 ? » Elisabeth Guigou

a pris la relève en interpellant Michèle-Alliot-Marie sur les « soupçons d'ingérence » du pouvoir suggérés par les enregistrements clandestins de conversations entre Liliane Bettencourt et son entourage. Sur proposition de Christian Eckert, le groupe a décidé de déposer un projet de loi interdisant le cumul des fonctions de trésorier de parti politique avec des fonctions institutionnelles. « Nous l'inscrivons dans notre créneau d'octobre pour qu'un cumul de fonction de ce type à l'intérieur d'un parti ne puisse plus être compatible avec une fonction ministérielle », a déclaré Bruno Le Roux.

Au Sénat

Le Sénat a adopté à l'unanimité une proposition de loi relative aux violences au sein des couples, défendue par Roland Courteau, Sénateur de l'Aude. Le

texte adopté relève de la fusion entre le texte du Sénat d'une proposition de l'Assemblée nationale. Il crée une journée nationale de sensibilisation aux violences faites aux femmes, le 25 novembre, et introduit une information, dispensée à tous les stades de la scolarité, sur l'égalité hommes-femmes, la lutte contre les préjugés sexistes, contre les violences faites aux femmes et les violences commises au sein du couple. « Les mesures de répression ne changeront rien si l'on ne change pas les mentalités » a commenté le Sénateur. Parmi les mesures les plus innovantes de ce texte figurent une ordonnance de protection pour les victimes, la création d'un délit de violences psychologiques et la création d'un contrôle par un placement sous surveillance électronique des auteurs de violences.

L'info en continu

David Assouline, 28|06|10
État UMP

« Le Parti socialiste n'a fait que poser des questions légitimes dans une démocratie et n'a à aucun moment jeté de l'huile sur le feu. Nous disons qu'il y a une affaire. Et cette affaire est celle de l'État UMP. La France avait été émue et scandalisée pour bien moins que ça par l'État RPR, aujourd'hui nous avons dépassé les bornes. Nous continuerons à poser les mêmes questions avec encore plus de force, car il en va de la démocratie ».

Jérôme Cahuzac, 29|06|10
Ceinture

« Il faut toujours un peu se méfier quand les dirigeants d'un pays annoncent qu'ils vont se serrer la ceinture. Cela annonce en général que la rigueur va être encore plus difficile pour les administrés que ce qu'ils pouvaient craindre. Je ne conteste pas que le président de la République soit bien rémunéré. Mais si un signal devait être donné, il me semble que revenir à la rémunération dont s'étaient contentés le Général de Gaulle et tous ses successeurs aurait été un signal plus convaincant ».

René Dosière, 30|06|10
Frais privés

« C'est extraordinaire que le chef de l'État soit amené à préciser par écrit que les ministres devront s'acquitter sur leurs deniers personnels de leurs frais privés. Et que, sinon, ce sera désormais sanctionné. C'est reconnaître que cette règle de base est aujourd'hui violée et que ces manquements sont restés impunis ».

RENCONTRES RETRAITE

Le combat passe par Roubaix

Une Rencontre retraite était organisée mardi dans la ville du Nord avec Martine Aubry

« J'ai travaillé 42 ans comme éducatrice dans un CAT. Je gagnais 1 900 euros par mois. Mon mari est décédé neuf mois seulement après avoir pris sa retraite. Je touchais alors 1 110 euros de pension, je n'ai eu droit qu'à 200 euros de pension de reversion. » À la disparition de son mari, Annick a dû payer 3 800 euros de frais de notaire, « C'était compliqué » commente-t-elle. Martine Aubry, Gilles Pargneaux et René Vandierendonck ont recueilli et entendu toute la soirée de mardi des témoignages comme celui d'Annick. Normal : cette nouvelle Rencontre retraite organisée par le Parti socialiste se tenait à Roubaix, « une grande ville industrielle où, a rappelé la Première secrétaire du PS, beaucoup d'hommes et de femmes ont commencé à travailler tôt et ont travaillé dur », dans une région aussi que le chômage n'épargne pas et où « dans les cotisations, si on additionne les 0 du chômage, ça ne pèse pas lourd dans le calcul des pensions » comme en témoigne un homme en tee-shirt noir et aux cheveux gris. « Pour cette année, le taux de chômage des plus de 55 ans a augmenté de 20% » a annoncé René Vandierendonck.

En présentant son projet en pleine Coupe du monde de foot et à l'entrée des vacances scolaires, le gouvernement espérait pouvoir passer sa réforme en douce « il a déployé un rideau de fumée, et a tout fait pour ne pas parler des retraites, dénonce Gilles Pargneaux, alors qu'elles sont au cœur de

notre parcours de vie. Par ces Rencontres retraite, les socialistes vont au contact, et viennent dire pourquoi cette réforme est injuste et inefficace ». Après deux petits clips de présentation du projet socialiste, salués par l'ensemble du théâtre plein à craquer, Martine Aubry a démonté la réforme d'Éric Woerth point par point. Les 62 et 67 ans, « le choix le plus injuste qu'il soit » la pénibilité, « on a l'impression qu'à Paris, on ne sait pas ce que vivent les Français, qu'il y a des ouvriers qui vont finir leur carrière au RSA après avoir cotisé toute leur vie », l'absorption du Fonds de réserve des retraites « ils vont piller les retraites de nos enfants ». Martine Aubry a ensuite développé les propositions du parti pour une retraite universelle et personnalisée « car dans notre système, on ne laissera personne se débrouiller tout seul ». Patrice, 58 ans, toujours svelte, écoute attentivement les débats. Il ne prendra pas la parole. Il a fait toute sa carrière dans la même entreprise de maintenance, aux 3x8, à se déplacer chez des clients, exposé à divers produits plus ou moins toxiques. « J'ai une quinzaine de collègues qui sont décédés avant leurs 60 ans ». Il milite depuis 2002 à Willems, son père avait déjà sa carte. « Je représente ma section, je venais surtout pour prendre des billes, on fait un débat entre nous le 5 juillet ». Le combat continue.

► Toutes les dates des Rencontres retraite sur parti-socialiste.fr/retraites





Universités d'été 2010

Le PS et le MJS débarquent à La Rochelle !

Pourquoi ?

Pour se former, échanger, se rencontrer et confronter les points de vue à ceux d'intervenants extérieurs, issus du monde syndical, artistique, intellectuel ou scientifique :

- ▶ Des séances plénières
- ▶ 8 ateliers formation
- ▶ 18 ateliers-débats
- ▶ Le festival du film politique

Quand, où ?

Du vendredi 27 au dimanche 29 août. C'est la rentrée politique du Parti socialiste et du Mouvement des jeunes socialistes.

À l'espace Encan et dans différents lieux de la ville.

Quoi de neuf cette année ?

Des rencontres « carte-blanche » organisées en ville pour aborder la politique sous un angle différent avec des invités venus de différents univers.

Des manifestations culturelles, des conférences sur la science ou la création artistique.

La librairie : forte de son succès de l'année dernière, la librairie verra sa superficie multipliée par deux, grâce notamment aux coups de cœur littéraires de nos responsables politiques.

Comment s'inscrire ?

Dès maintenant, réservez votre place en ligne sur parti-socialiste.fr/universite-dete (paiement sécurisé par carte bleue), ou renvoyez-nous le bulletin ci-dessous dûment complété et accompagné d'un chèque de règlement.

Bulletin d'inscription

Nom

Prénom

Adresse

.....

code postal

Ville

email

Tél

Tarif participant-e : 50€ (sans repas)

Bulletin d'inscription à retourner au Parti socialiste, - La Rochelle, 10 rue de Solférino - 75333 Paris cedex 07 - secteur Fédérations accompagné du chèque à l'ordre du Parti socialiste

Pour tout renseignement sur les inscriptions contacter le secteur fédérations au 01 45 56 75 18 - federations@parti-socialiste.fr

Inscrivez-vous en ligne sur parti-socialiste.fr/universite-dete